CNCDH
COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÈGLEMENT

Article 1 : Objet du Prix

§ 1 : « Le Prix des droits de l'homme de la République Française : Liberté - Egalité - Fraternité », doté par le Premier ministre du Gouvernement français, est décerné annuellement par la Commission nationale consultative des droits de l'homme

Il est remis à Paris, ou le cas échéant dans le pays de résidence du lauréat, le 10 décembre de chaque année, à l'occasion de la journée des droits de l'homme proclamée par les Nations Unies.

§ 2 : Le Prix distingue des actions de terrain, et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits de l'homme, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

§ 3 : Peuvent concourir à ce Prix les actions ou projets présentés à titre individuel ou collectif, sans considération de nationalité ou de frontière, à l'exception des membres de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

§ 4 : Chaque année, le Prix porte sur un ou deux thèmes en rapport avec la protection et la promotion des droits de l'homme. Les candidatures doivent correspondre au ou à l'un des thèmes indiqués.

Article 2 : Attributions

§ 1 : Le Prix est attribué aux premiers candidats désignés par le vote du jury, dans la limite de cinq.

§ 2 : Des « mentions spéciales » destinées à encourager les candidatures particulièrement dignes d'intérêt sont décernées aux cinq suivants arrivés dans l'ordre de vote du jury.

Article 3 : Montant

Le montant total du Prix est déterminé par le Premier ministre de façon globale et forfaitaire. Dans cette limite, l'individualisation du montant de la somme attribuée à chaque lauréat visé à l'article 2 §1 est fixée par le jury, en fonction de la nature du dossier retenu et des évaluations financières présentées par le candidat.

Article 4 : Procédures de candidatures

§ 1 : Chaque année, la Commission nationale consultative des droits de l'homme lance un appel à candidatures, précisant le ou les thèmes de l'année, ainsi que la date limite de dépôt de candidatures, au-delà de laquelle il ne sera plus recevable.

§ 2 : Les candidatures motivées sont adressées au Secrétaire Général de la Commission. Elles comporteront une description détaillée de l'action ou du projet, y compris son évaluation financière, ainsi qu'une présentation de l'opérateur. La lettre de candidature sera rédigée en langue française.

Article 5 : Le jury

§ 1 : Le Prix est décerné par un jury constitué chaque année par le Président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, et composé d'au moins quinze membres titulaires, ayant voix délibérative.

Le jury est présidé par le président de la Commission.

Le jury procède par délégation de l'assemblée plénière de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

§ 2 : Les décisions du jury sont prises par vote à la majorité de ses membres. Le vote par procuration est limité à un mandat. Il ne peut être valablement délibéré que si au moins deux tiers des membres du jury sont présents ou représentés.

§ 3 : Le jury propose à l'assemblée plénière de la Commission le ou les thèmes de l'année, fixe le calendrier des échéances et des réunions, désigne en son sein des rapporteurs, examine les candidatures et procède aux votes.

§ 4 : Le secrétariat du jury est assuré par le Secrétaire Général de la Commission nationale

Article 6 : Obligations des bénéficiaires

§ 1 : Dans le treizième mois qui suit l'attribution du Prix, chaque bénéficiaire doit impérativement adresser au Secrétaire Général de la Commission, un compte-rendu de réalisation de l'action ou du projet, et d'utilisation des fonds reçus.

§ 2 : Les bénéficiaires n'engagent pas la responsabilité du Gouvernement français ou de la Commission nationale consultative des droits de l'homme par leur comportement ou leurs opinions. Ils doivent s'abstenir de laisser croire qu'ils s'expriment ou agissent au nom ou sous la responsabilité du Gouvernement français ou de la Commission.

§ 3 : Le jury, en cas de manquement constaté, peut interdire au lauréat de se prévaloir du Prix si celui-ci se soustrait à ses obligations.

§ 4 : Les bénéficiaires des fonds versés s'engagent, par avance, à restituer à l'Etat français, tout ou partie du montant attribué s'ils n'ont pas réalisé leur action ou projet, ou s'ils ne se sont pas soumis aux obligations prévues par le présent règlement.

§ 5 : Lors du dépôt de candidature, les postulants doivent prendre connaissance du présent règlement.

HUMAN RIGHTS PRIZE

OF THE FRENCH REPUBLIC

REGULATIONS

Article 1: Purpose

1. "The French Republic's Liberty, Equality, Fraternity Human Rights Prize, endowed by the Prime Minister of the French Government, is awarded annually by the French National Consultative Commission on Human Rights.

   It is conferred in Paris, or as appropriate in the prize-winner's country of residence, on 10 December each year on the occasion of the Human Rights Day proclaimed by the United Nations.

2. The prize distinguishes field work and projects connected with the effective protection and promotion of human rights, in the spirit of the Universal Declaration of Human Rights.

3. Eligibility for the prize extends to work or projects of an individual or collective nature without distinction of nationality or frontier, with the exception of members of the National Consultative Commission on Human Rights.

4. Each year, the prize is associated with one or two themes concerning the protection and promotion of human rights. Applications must bear a relation to either or both of the said themes.

Article 2: Award

1. The prize is awarded to the candidates, up to the number of five, ranked first by the jury.

2. A "special mention", designed to encourage applications of particular merit, is accorded to the five candidates ranked next by the jury.

Article 3: Prize money

The prize money for attribution is determined as a block total amount by the Prime Minister. The jury is free to divide this sum among the prize-winners, as designated under Article 2.1, according to the dossiers submitted and the candidates' financial estimates.

Article 4: Application procedure

1. Each year, the French National Consultative Commission on Human Rights issues a call for applications, stating the theme or themes of the year and notifying the closing date for applications, beyond which applications cannot be accepted.

2. Applications, with supporting documents, should be sent to the Secretary-General of the Commission. They must contain a detailed description of the work or project, a budget estimate and presentation of the authoring party. Applications must be written in French.

Article 5: Jury

1. The prize is awarded by a jury empanelled each year by the President of the National Consultative Commission on Human Rights and consisting of at least fifteen titular members of the Commission, all with voting rights.

   The jury is chaired by the President of the Commission.

   The jury is empowered by delegation granted by the Plenary Assembly of the French National Consultative Commission on Human Rights.

2. The jury decides by majority vote. No more than one proxy vote is allowed. For decisions to be valid, at least two-thirds of the jury must be present or represented.

3. The jury proposes the theme or themes of the year to the Plenary Assembly of the Commission, sets the timetable of events, time-limits and meetings, nominates rapporteurs from among its members, examines applications and casts its votes.

4. The secretaryship of the jury is exercised by the Secretary-General of the National Commission.

Article 6: Obligations of recipients

1. In the thirtheenth month following the award of the prize, each recipient must obligatorily submit to the Secretary-General of the Commission a report on the performance of the work or project and the use to which the funds received have been put.

2. The French Government and the French National Consultative Commission on Human Rights decline all responsibility for the opinions and actions of recipients. The latter must not let it be thought that they speak or act on behalf or with the authority of the French Government or the Commission.

3. In the case of a confirmed breach of conduct, or where a recipient fails to respect his or her obligations, the jury may forbid the recipient to claim title to the prize.

4. Recipients of the sums paid undertake in advance to return to the French State all or part of the amount awarded in the event that they do not carry out their work or project, or that they fail in the obligations stipulated under these regulations.

5. Candidates are required, when entering their applications, to be cognizant of these regulations.

PREMIO DE DERECHOS HUMANOS

DE LA REPÚBLICA FRANCESA

REGLAMENTO

Artículo 1: Objeto del Premio

§ 1: El "Premio de Derechos Humanos de la República Francesa: Libertad-Igualdad-Fraternidad", creado por el Primer Ministro del Gobierno francés, es entregado anualmente por la Comisión Nacional Consultiva sobre Derechos Humanos.

Se entrega en París, o eventualmente en el país de residencia del laureado, el 10 de diciembre de cada año, en ocasión del Día de los Derechos Humanos proclamado por las Naciones Unidas.

§ 2: El Premio recompensa las actividades realizadas sobre el terreno y los proyectos relativos a la protección y la promoción efectivas de los derechos humanos, correspondientes al espíritu de la Declaración Universal de Derechos Humanos.

§ 3: Pueden concursar para este premio las realizaciones o los proyectos presentados a título individual o colectivo, sin importar la nacionalidad ni las fronteras, con excepción de los miembros de la Comisión Nacional Consultiva sobre Derechos Humanos.

§ 4: Cada año el Premio se refiere a uno o dos temas relativos a la protección y la promoción de los derechos humanos. Las candidaturas deben corresponder al tema o a uno de los temas indicados.

Artículo 2: Laureados

§ 1: El Premio se entrega a los primeros candidatos designados por el voto del jurado, con un límite de cinco.

§ 2: Se entregan "menciones especiales", destinadas a alentar a los candidatos especialmente dignos de interés, a los cinco siguientes según el orden de votación del jurado.

Artículo 3: Monto

El monto total del Premio lo determina el Primer Ministro como una cuantía global y a tanto alzado. Dentro de ese límite, la suma que se atribuye a cada laureado, estipulada en el artículo 2 §1, la determina el jurado en función del carácter del expediente elegido y de las evaluaciones financieras presentadas por el candidato.

Artículo 4: Tramitación de candidaturas

§ 1: Cada año la Comisión Nacional Consultiva sobre Derechos Humanos llama a concurso para la presentación de candidaturas, precisando el o los temas del año así como la fecha límite de dicha presentación, pasada la cual ya no podrá aceptarse ninguna.

§ 2: Las candidaturas indicando su motivación se envían al Secretario General de la Comisión. Deben incluir una descripción detallada de la realización o del proyecto, incluida su evaluación financiera al igual que una presentación del candidato. La carta de candidatura debe estar escrita en francés.

Artículo 5: Jurado

§ 1: El Premio lo entrega un jurado formado cada año por el Presidente de la Comisión Nacional Consultiva sobre Derechos Humanos y compuesto de por lo menos quince miembros titulares con derecho a voto.

El jurado está presidido por el Presidente de la Comisión.

El jurado actúa por delegación de la Asamblea Plenaria de la Comisión Nacional Consultiva sobre Derechos Humanos.

§ 2: Las decisiones del jurado se toman por mayoría de votos de sus miembros. El voto por poder está limitado a un mandato. La deliberación no se considerará válida a menos que dos tercios de los miembros del jurado estén presentes o representados.

§ 3: El jurado propone a la Asamblea Plenaria de la Comisión el o los temas del año, fija el calendario de los plazos y las reuniones, designa a sus ponentes, examina las candidaturas y procede a las votaciones.

§ 4: La secretaría del jurado está a cargo del Secretario General de la Comisión Nacional.

Artículo 6: Obligaciones de los beneficiarios

§ 1: A los trece meses que siguen a la entrega del Premio, cada beneficiario debe presentar obligatoriamente al Secretario General de la Comisión un informe sobre la realización de la actividad o del proyecto y sobre la utilización de los fondos recibidos.

§ 2: Ni el comportamiento ni las opiniones de los beneficiarios generan la responsabilidad del Gobierno francés ni de la Comisión Nacional Consultiva sobre Derechos Humanos. Los beneficiarios deben abstenerse de hacer creer que se expresan o actúan en nombre o bajo la responsabilidad del Gobierno francés o de la Comisión.

§ 3: En caso de incumplimiento comprobado, el jurado puede prohibir que el laureado se prevalezca del Premio si no cumple con sus obligaciones.

§ 4: Los beneficiarios de los fondos recibidos se comprometen por adelantado a restituir al Estado francés todo o una parte del monto atribuido si no llevan a cabo la actividad o el proyecto, o si no cumplen con las obligaciones previstas en el presente reglamento.

§ 5: En el momento de presentar su candidatura, los candidatos deben tomar conocimiento del presente reglamento.